un grave danger en ce que, après avoir absorbé la navigation des eaux de l'intérieur, elle s'étendra à la grande flotte nationale que nous sommes à créer. Voilà pourquoi je prie le Gouvernement, d'empêcher que la fusion relative à l'industrie du fer et de l'acier ne menace d'absorber plus tard cette grande flotte maritime. On me répondra, sans doute, que si cette nouvelle corporation s'adonne à la construction maritime, ce sera tant mieux pour le pays. Pour moi, je ne veux pas qu'une compagnie créée en vertu de la loi des compagnies vienne faire concurrence au plus grand intérêt national, c'est-à-dire, à celui que les moyens de transport représentent, sans y être autorisée par le Parlement, après que toute la question aura été amplement débattue dans cette Chambre.

L'hon. MACKENZIE KING: Je m'associe aux autres députés, pour féliciter mon honorable ami (M. Richardson) de nous avoir signalé l'importance de l'entreprise dont il s'agit et qui est susceptible d'intéresser à un si haut degré les différentes classes de la population. Quand même son discours n'aurait eu pour effet que de provoquer, de la part du premier ministre intérimaire, l'assurance d'une étude attentive de ce projet et d'une protection suffisante pour le public, dans la charte à accorder à cette corporation, il aurait déjà lieu d'être satisfait de l'effort qu'il s'est imposé. Il ne s'agit plus de concurrence d'industrie à industrie, de pays à pays, mais de continent à continent, dans tout l'univers. Or, comme dans cette vaste entreprise, s'accuse l'inévitable tendance de notre siècle au progrès économique, il convient que nous en connaissions parfaitement la signification et la portée par rapport à ce pays. Nous ne devons pas oublier que nous vivons dans un siècle de concurrence industrielle.

Vu que ce projet est à l'avant-plan en ce moment, il est bon, je crois, que ceux qui y sont mêlés, ainsi que le pays lui-même, le connaissent mieux que comme une loi relative aux coalitions et aux syndicats, loi que fait actuellement partie de la législation canadienne, mais dont on ne s'est pas occupé dans le pays comme on aurait dû le faire. Cette loi a été rendue en grande partie en prévision de la création de ces vastes organisations commerciales ou industrielles qui sont conformes aux tendances de notre époque, et le parlement l'a établie en 1910. C'est une loi qui permet de s'enquérir des coalitions, monopoles, trusts et syndicats, et qui a pour titre abrégé: loi des enquêtes sur les

coalitions commerciales. Si j'appelle maintenant l'attention du parlement sur cette loi, c'est afin que la population canadienne sache qu'il est permis à six personnes qui sont en mesure d'établir devant un juge d'une cour supérieure la présomption qu'il existe une coalition qui est sur le point de faire monter les prix, d'entraver le commerce ou de nuire autrement au public, d'exiger une enquête complète sur toutes les circonstances de ce fusionnement—sur toutes les influences pernicieuses qu'il peut exercer—et que la loi fournit au gouvernement lui-même des moyens de faire, de son plein gré, les démarches nécessaires pour protéger l'intérêt public, lorsqu'il est démontré que telles sont les conséquences qui découlent de cette coalition.

M. MACLEAN (York-Sud): Dois-je comprendre que le chef de l'opposition déclare qu'il vaut mieux guérir le mal que de tenter de le prévenir, d'empêcher qu'il se déclare? Car c'est de cela qu'il s'agit aujourd'hui, et mon honorable ami ne s'en tient pas à la question.

L'hon. MACKENZIE KING: Mon attitude en ce moment est précisément celle que l'honorable député a en l'idée; je cherche à prévenir le mal. Lorsque ces prescriptions législatives seront bien connues, je suis d'avis qu'elles offriront au pays le meilleur rempart contre les influences pernicieuses des grandes coalitions. Il est des maux que la publicité guérit mieux que le châtement, et les maux qui découlent des coalitions industrielles sont de cette nature. Or, mon dessein en faisant ces quelques commentaires est de laisser entendre aux auteurs de ce projet de syndicat industriel que non seulement le gouvernement canadien peut s'enquérir de ses opérations, mais que six citoyens de ce pays peuvent aussi nommer un membre d'un tribunal d'enquête dont les fonctions ressembleront à celles d'un juge d'une cour supérieure, et qui aura le pouvoir d'exiger la production de documents, de citer des témoins, de recueillir des dépositions sous serment et de dresser un rapport sur les conséquences sociales, industrielles, financières et autres de la coalition.

Faire bien connaître l'existence d'une telle loi, c'est contribuer à prévenir le mal que peuvent causer les grands syndicats. Il est opportun de la bien faire connaître afin que, d'un côté, ceux qui sont mêlés à une grande entreprise de ce genre sachent à quoi ils s'exposent en dépassant les justes bornes dans leurs relations industriel-